
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 221

(PRIVÉ)

Bill No. 221

(PRIVATE)

Loi modifiant la charte de la cité de
Thetford Mines

An Act to amend the charter of the
city of Thetford Mines

Première lecture

First reading

M. GRÉGOIRE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 221

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la cité de
Thetford Mines

ATTENDU que la cité de Thetford Mines a un pouvoir spécial pour percevoir une taxe d'eau des propriétaires de lots non bâtis et que les montants qu'elle peut ainsi percevoir sont limités et que les limites ne correspondent plus aux besoins;

Qu'il serait d'intérêt public que les contrevenants aux règlements municipaux puissent être libérés de toute peine en payant une somme d'argent;

Qu'il y a lieu d'augmenter, pour elle, les montants fixés par la Loi des cités et villes;

Que, pour une meilleure répartition entre les usagers des dépenses de service et pour éviter que le contribuable moyen soit surtaxé, il y aurait lieu d'imposer aux lieu et place des taxes d'eau et de vidanges, une taxe dite taxe de service;

Qu'elle a le pouvoir de payer une pension à certains employés retraités mais que la limite accordée pour cette pension n'est plus adéquate;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Bill No. 221

(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the
city of Thetford Mines

WHEREAS the city of Thetford Mines has a special power to collect a water rate from the owners of lots not built upon and the amounts that it may so collect are limited and the limits no longer correspond to the needs;

Whereas it would be in the public interest that persons contravening the municipal by-laws be freed of any penalty by paying a sum of money;

Whereas it is expedient that the amounts fixed by the Cities and Towns Act be increased for the city;

Whereas, for a better apportionment of the costs of services among users and to avoid overtaxing the average taxpayer, it would be expedient to impose in the place and stead of the water and garbage taxes, a tax called service tax;

Whereas it has the power to pay pension to certain retired employees but under the existing limit such pension is no longer adequate;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est modifié, pour la cité de Thetford Mines, par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

« 17° Pour décréter que dans le cas de contravention aux règlements municipaux, tout agent de police, constable [ou officier chargé de l'application du règlement] constatant cette infraction peut remplir, sur les lieux mêmes de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au contrevenant ou déposer dans un endroit apparent du véhicule, [s'il s'agit d'une infraction relative aux règlements municipaux de la circulation], une copie de ce billet et en apporter l'original au département de police de la corporation.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau du département de police et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement laquelle ne doit pas excéder [vingt-cinq dollars]. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction. »

2. L'article 446 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1949, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Dans le cas de lots non bâtis, la taxe d'eau peut être imposée, mais le montant annuel de ladite taxe ne devra pas excéder quatre pour cent de la valeur du terrain tel que portée au rôle d'évaluation municipal en vigueur, et de plus,

1. Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) is amended, for the city of Thetford Mines, by replacing paragraph 17 by the following:

“(17) To enact that in case of violation of the municipal by-laws, any police officer, constable [or officer charged with the application of the by-law] to whose notice such infraction has come may fill out, at the very place of the infraction, a notice of summons stating the nature thereof, shall deliver to the offender or deposit in a conspicuous place on such vehicle [in the case of an infraction respecting municipal traffic by-laws] a copy of such notice and bring the original thereof to the corporation police department.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the police department and by paying as a fine the sum fixed in the by-law, which must not exceed [twenty-five] dollars. The payment of the fine and the receipt given by the person designated by the council shall free the offender from any other penalty in connection with such infraction.”

2. Section 446 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 2 of chapter 85 of the statutes of 1949, is amended by replacing the second paragraph by the following:

“In the case of lots not built upon, the water-rate may be imposed, but the annual amount of the water-rate shall not exceed four per cent of the value of the land, as entered on the municipal valuation roll in force, and moreover, in such

maître des systèmes d'aqueduc et d'égout passe devant cesdits lots non bâtis. Quelle que soit la valeur du terrain tel que portée au rôle d'évaluation, le montant annuel de la taxe ci-dessus mentionnée, ne devra pas être inférieur à douze dollars ni excéder [cinquante] dollars pour chaque lot.»

3. Le paragraphe 8a de l'article 473 de ladite loi, édicté pour la cité par l'article 5 du chapitre 118 des lois de 1959/1960, est remplacé par le suivant:

«8a. La cité a le pouvoir d'accorder par résolution une pension viagère n'excédant pas [cent] dollars par mois à chacun de ses employés permanents cessant d'être au service de la cité, ayant complété au moins vingt-cinq ans de services continus et ayant atteint leur soixantième anniversaire. Cependant si ces personnes viennent à bénéficier d'un fonds de pension créé en vertu des dispositions de la présente loi, la pension viagère devient caduque.»

4. L'article 518 de ladite loi est modifié, pour la cité, par le remplacement du deuxième paragraphe par le suivant:

«Lorsqu'elles sont à la charge du propriétaire, la compensation pour le service d'égout et la taxe de l'eau mentionnées au sous-paragraphe b du paragraphe 23° de l'article 427 et au paragraphe 4° de l'article 442 [ou la compensation prévue au paragraphe 3° de l'article 525] sont assimilées à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel elles sont dues.»

5. L'article 525 de ladite loi est modifié, pour la cité, par l'addition, après le paragraphe 2°, du suivant:

«3° Sur tout propriétaire aux lieu et place de la taxe de vidanges prévue au paragraphe 11a de l'article 427, tel qu'édicté pour la cité de Thetford Mines par l'article 4 du chapitre 59 des lois de

works system pass in front of such said lots not built upon. Whatever may be the value of the land as entered in the valuation roll, the annual amount of the tax hereinabove mentioned shall not be less than twelve dollars nor exceed [fifty] dollars per lot.»

3. Paragraph 8a of section 473 of the said act, enacted for the city by section 5 of chapter 118 of the statutes of 1959/1960, is replaced by the following:

“8a. The city is empowered to grant by resolution a life pension not exceeding one hundred dollars per month to each of its permanent employees leaving the service of the city after completing at least twenty-five years of continuous service and having reached their sixtieth birthdays. However, should it happen that such persons benefit by a pension fund created under the provisions of this act, the life pension shall lapse.”

4. Section 518 of the said act is amended for the city by replacing the second paragraph by the following:

“When they are charged to the owner, the compensation for the sewer service and the water-rate mentioned in subparagraph b of paragraph 23 of section 427 and in paragraph 4 of section 442 [or the compensation provided for in paragraph 3 of section 525] have the same rank as a real estate tax imposed on the immovable in respect of which they are due.”

5. Section 525 of the said act is amended for the city, by adding, after paragraph 2, the following:

“(3) On any owner, in the place and stead of the garbage tax provided for in paragraph 11a of section 427, as enacted for the city of Thetford Mines by section 4 of chapter 59 of the statutes

1948, de la taxe d'eau prévue au paragraphe 4° de l'article 442, une compensation pour services municipaux à raison de chaque local pouvant être occupé distinctement et dont le conseil fixera le montant chaque année.

Lorsque l'évaluation d'une propriété excède un montant établi par le conseil, cette compensation équivaut au plus haut des deux montants suivants, soit 1% du \$100 d'évaluation de l'immeuble ou le montant fixé par le conseil pour chaque local pouvant être occupé distinctement.»

6. L'article 5 du chapitre 59 des lois de 1948 et l'article 14 du chapitre 118 des lois de 1959/1960 sont abrogés.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of 1948, of the water-rate provided for in paragraph 4 of section 442, a compensation for municipal services for every unit that may be occupied separately the amount of which shall be fixed each year by the council.

Where the assessment of a property exceeds an amount established by the council, such compensation shall be equivalent to the higher of the two following amounts: 1% per \$100 of assessment of the immoveable or the amount fixed by the council for every unit that may be occupied separately."

6. Section 5 of chapter 59 of the statutes of 1948 and section 14 of chapter 118 of the statutes of 1959/1960 are repealed.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.